

Aff N°: C22016390

N° chrono: 1

Date: 08/12/23

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

CEA construction ELHQS GRENOBLE (38)



MAITRE D'OUVRAGE

CEA - CENTRE DE GRENOBLE
17 avenue des Martyrs
38054 GRENOBLE CEDEX 9

Maître d'oeuvre
BM ENGINEERING
70 Rue Copernic
01390 CIVRIEUX
France

Maître d'oeuvre
ARCHIMADE ARCHITECTES
Bâtiment AWC
503 Che des Fontaines
38190 BERNIN
France

Maître d'oeuvre
SAS SMSI
38160 CHEVRIERES
France

Maître d'oeuvre
JB ELEC CONSULTING
2 rue Pierre Semard
38000 GRENOBLE
France

Maître d'oeuvre
BLUE PROJECTS
44000 NANTES
France

COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE

PHASE DE CONCEPTION

APAVE INFRASTRUCTURES ET
CONSTRUCTION FRANCE - GRENOBLE
GERARD ROSELINE
16 AVENUE DE GRUGLIASCO
BP 148
38431 ECHIROLLES CEDEX

PHASE DE REALISATION

APAVE INFRASTRUCTURES ET
CONSTRUCTION FRANCE - GRENOBLE
GERARD ROSELINE
16 AVENUE DE GRUGLIASCO
BP 148
38431 ECHIROLLES CEDEX

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	08/12/23	PGC établi : Avant envoi du DCE aux entreprises	1

PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur prénom.nom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel prénom.nom correspond au prénom et nom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION	6
1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION	6
2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS	8
2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	8
2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	11
2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	18
3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT	24
3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	24
3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	26
3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	28
3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	29
3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire	30
3.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS	32
3.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	33
4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER	40
4.1. INTERFERENCES ENTRE PLUSIEURS OPERATIONS	40
4.2. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE	40
5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES	43
5.1. ORGANISATION DES SECOURS	43
6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	44

6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

44

7. ANNEXES**45**

7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

45

7.2. CALENDRIER DES TRAVAUX

49

7.3. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

49

7.4. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL

49

7.5. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

49

7.6. CISSCT (Collège Interentreprises de Sécurité de Santé et des Conditions de Travail)

49

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1.1. Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

Nom de l'opération :

CEA construction ELHQS - GRENOBLE (38)

Descriptif de l'opération :

Le projet s'inscrit dans une opération globale de réhabilitation, de rationalisation et de fiabilisation des infrastructures d'alimentation électrique.

Le complexe comprendra un bâtiment technique ainsi que 4 Shelters (volant d'inertie couplé à un groupe électrogène) intégrés dans des containers avec une cuve Fuel de 40m3 enterrée. Les containers sont équipés de portiques intercalés supportant un dispositif de rideau d'eau pour extinction incendie afin de pouvoir conserver une redondance et assurer la continuité de l'alimentation électrique secourue.

Il consiste dans la construction d'une infrastructure technique permettant de fournir une sécurité d'alimentation électrique de niveau 3 (ondulée sans microcoupures) et durable pour certains équipements sensibles du site, notamment pour les bâtiments et équipements du projet NEXTGEN (bâtiment 41.03 et équipement du bâtiment 52 PUS DFT) qui se déploient en parallèle.

Le projet est composé d'un bâtiment technique d'une surface d'emprise au sol de 270 m² (D=28.40mx9.60m) qui abrite les cellules de transformation et les armoires de distribution électrique.

Les alimentations de secours électrique seront assurées par 4 ensembles de 2500 kVa composés chacun, d'un groupe électrogène et d'un onduleur à volant d'inertie. Ces shelters sont composés de 2 containers maritimes, disposés l'un sur l'autre.

Le TN moyen de la plateforme se situe à la côte altimétrique de 212.25 NGF.

L'établissement relève du code du travail

Calendrier :

Date début des travaux : Phase1 MARS 2024

Durée totale des travaux : 10 mois

Planning - Phasage de l'opération :

Le projet est prévu d'être réalisé en 2 phases de travaux :

Phase 1 = Bâtiment technique Electrique + Shelter n°1

La phase 2 ne fait, à ce jour, pas partie de ce PGC

Effectifs :

Effectif moyen prévisible : 12

Effectif pointe prévisible : 20

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 1 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail. Cette opération fera l'objet d'un Collège Interentreprises de Sécurité, Santé et Conditions de Travail (voir annexe).

1.1.2. Mode de consultation

Appel d'offre ouvert

Corps d'état séparés

Marché public

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

1.1.3. Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

1.1.4. Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

Précisions Complémentaires

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre **ne présentant pas de travaux en lien avec liste des travaux dangereux**)

Permis de construire - Prescriptions particulières

Déclaration préalable

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr - liste des op. de réseaux concernés par les travaux

- Déclaration de travaux (DT) **à faire par le MOA CEA**

Interdiction de survol

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence du public, des usagers

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Vous faire remettre la copie de la déclaration faite par l'employeur à l'inspection du travail.

- Déclarer vous-même ces salariés, en cas de défaut de déclaration de leur employeur.

Présence d'opérations menées par d'autres maîtres d'ouvrages

1.1.5. Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

Inspection commune avec le C.SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 30 jours avant le début de l'intervention .R. 4532-56 : L'entrepreneur tenu de remettre un plan particulier de sécurité et de santé au coordonnateur ou au maître d'ouvrage, en application du premier alinéa de l'article L. 4532-9, dispose de trente jours à compter de la réception du contrat signé par le maître de l'ouvrage pour établir ce plan. au moins 15 jours avant le début de l'intervention.

Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr

- DICT à faire et à adresser obligatoirement aux op. de réseaux

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence d'opérations menées par d'autres maîtres d'ouvrages

Respect de la réglementation en vigueur relative au travail illégal

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Les déclarer à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation.

- Désigner un représentant de l'entreprise, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à L8271-1-2.

2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
107	<p>DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER</p> <p>RAPPEL: le chantier est interdit au public.</p> <p>Les personnes pouvant y accéder sont celles concernées par les travaux et à ce titre, autorisées par le maître d'ouvrage. Seront également autorisés à pénétrer sur le chantier, les prestataires de service, livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs, personnels chargés de la maintenance, commerciaux, etc., désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accueillis ou accompagnés par un représentant de cette entreprise connaissant le chantier, dotés des protections individuelles nécessaires, et informés des risques et consignes de sécurité à respecter.</p>			Durée chantier
48	<p>Personnes autorisées</p> <p>Personnes autorisées par le Maître d'ouvrage à accéder au chantier, équipées des EPI adaptés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les personnes appartenant à la Maîtrise d'ouvrage désignées pour participer à l'opération - les personnes appartenant à l'Assistance Maîtrise d'ouvrage si elle existe - les personnes appartenant à la Maîtrise d'œuvre et bureaux d'études associés désignées pour l'opération - les personnes appartenant aux bureaux de contrôle retenus par la Maîtrise d'ouvrage - les coordonnateurs SPS de l'opération - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les entreprises titulaires d'un contrat les liant au Maître d'ouvrage - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les sous-traitants déclarés au maître d'ouvrage et agréés par lui - les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail, DREAL, CARSAT (Ex. CRAM), CGSS, OPPBTP, médecins du travail des entreprises - toutes autres personnes autorisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération. 			Durée chantier
91	<p>Conditions d'accès des personnes autorisées</p> <p>Les personnes autorisées, devront se conformer aux conditions d'accès au site.</p>	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier
90	<p>Informations des salariés</p> <p>Dès l'entrée sur le chantier, le personnel sera systématiquement informé par son responsable hiérarchique d'entreprise, de ses obligations en matière de protections individuelles et collectives (obligations prescrites dans le PGC, port du casque et des chaussures de sécurité, port d'un badge nominatif, port des lunettes de sécurité etc...).</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
33	<p>Liste nominative des intervenants</p> <p>Chaque entreprise tiendra à jour la liste de ses salariés intervenant sur le chantier. Tenir cette liste à disposition de l'Inspection du Travail et des représentants de la CARSAT.</p> <p>Identification des entreprises</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

39	Toute personne intervenant sur le chantier doit pouvoir justifier de son appartenance à une entreprise déclarée et connue du Maître d'Ouvrage	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	<u>Port du badge</u>			
31	Le port d'un badge nominatif délivré par le CEA de Grenoble est obligatoire sur le chantier. Prévoir sa fourniture et veiller à son port apparent par chaque personne intervenant sur le chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	<u>Poste de garde</u>			
27	Le passage par le poste de garde est obligatoire pour pouvoir accéder au chantier. OU respect des procédures qui seront transmises par le site	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier
	Utilisation du personnel intérimaire			
59	Les entreprises utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer : - que les qualifications des personnes sont adaptées au travail à effectuer, - que le certificat d'aptitude médical au poste de travail concerné a bien été délivré, - que les salariés intérimaires sont intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne la formation à la sécurité aux différentes techniques et différents matériels utilisés pour la réalisation de leurs tâches, la fourniture des E.P.I et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	Autres prestataires de service : remise d'un PPSPS et réalisation d'une inspection commune			
124	Les prestataires n'intervenant pas sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire, ainsi que les prestations énumérées ci-dessous (liste non limitative), concernent des interventions courantes de prestataires qui, en raison des risques graves liés à la nature des interventions, doivent être considérés comme une entreprise. A ce titre, ces prestataires sont soumis à l'ensemble des dispositions relatives à la coordination SPS applicable à l'opération (Inspection commune et remise d'un PPSPS) : monteurs de grue, poseurs de filets, monteurs d'échafaudage, etc.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
	Fournisseurs - Livreurs			
32	Lorsque le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage ou une entreprise reçoit un fournisseur, un livreur, un représentant est chargé de l'accueillir à l'entrée du chantier, de le guider et l'accompagner dans ces déplacements sur le chantier. Le représentant du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre ou de l'entreprise lui fournit les équipements de protection individuels nécessaires à sa protection s'il n'en est pas déjà pourvu. Si nécessaire, un plan d'accès aux différentes zones de chantier lui sera communiqué. Le " Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité " (application de la recommandation R 476) est à la disposition des entreprises dans ce but afin de faciliter l'intervention de leurs livreurs : en annexe	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier
	Déclaration de sous-traitants			

12	Lors de la remise des offres ou avant toute intervention sur le chantier, les entreprises soumissionnaires sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage. Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'Ouvrage dans les conditions prévues à l'article 3 de la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975. Elles devront établir, au même titre que l'entreprise titulaire d'un lot, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S) dans le délai réglementaire. L'entreprise et son sous-traitant prendront rendez-vous avec le Coordonnateur SPS afin de réaliser une inspection commune du chantier, avant tout travaux ou intervention. Le non respect d'une de ces obligations réglementaires, en particulier la découverte sur le chantier d'entreprises sous-traitantes non identifiées dans le registre journal de la coordination, fera l'objet d'une information au Maître d'ouvrage. Celui-ci statuera sur la procédure d'exclusion du chantier de l'entreprise et sur l'application de pénalités prévues au CCAP au titulaire du marché.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
55	DISPOSITIONS D'ACCES AU CHANTIER Les modalités d'accès au chantier (itinéraires aux abords du chantier, conditions particulières, etc....), précisées dans le PGC ou ses mises à jour, feront l'objet d'une information du personnel de chaque entreprise.	Tous interv.	Tous interv.	Ph. préparation
43	CIRCULATION DANS LA ZAC DE LA PRESQU'ILE Toutes les entreprises prendront connaissance des conditions de circulation sur la Zac de la Presqu'île. Respect des sens de circulations, Respect des horaires de livraisons Voir le plan des circulations générales dans la ZAC en annexe	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
8	HORAIRE DE LIVRAISON : En cas de livraison effectuées depuis une circulation venant sur la zone de la presqu'île, nous vous rappelons que les celles ci ne doivent pas être effectuées pendant les horaires suivants Le matin de 7H30 à 9H00 Le soir de 16h30 à 18H00 Dispositions particulières à l'opération	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

109	<p>Les conditions et procédures d'accès au chantier seront transmises par l'inspection commune réalisée avec le chef d'établissement effectuée par le CSPS;</p> <p>Les entrées et les sorties du chantier se feront par l'entrée 6 pour les intervenants ayant un badge permanent sur la durée du chantier .</p> <p>Le lot GROS OEUVRE demandera à son fournisseur de béton de faire la demande de DAASC pour l'ensemble des chauffeurs susceptibles d'effectuer des livraisons. Idem pour les lots qui feront auront des livraisons régulières.</p> <p>Les personnels dont les entrées seront ponctuelles accéderont au chantier par l'entrée1</p> <p>Les livraisons d'engins se feront par l'entrée1 et leur stationnement s'effectueront sur la zone dédiée.</p> <p>Les stationnements des véhicules particuliers des compagnons se feront sur le parking Minatec (sous les panneaux photovoltaïques)</p> <p>Les véhicules "chantier" sur le chantier suivant la zone dédiées et les places disponibles sinon> parking Minatec</p> <p><u>ATTENTION</u></p> <p>Pour les opérations réalisées en Horaires Non Ouvrés, la présence d'une personne « sécurité chantier » est obligatoire.</p>	Coord.SPS Etab. en activité Toutes entrep.	Coord.SPS Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
-----	---	--	-----------------------------	------------------------------------


2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
64	PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER Un projet de plan d'installation de chantier reprenant l'ensemble des contraintes et des installations du chantier sera établi et mis à jour autant que nécessaire. Il permettra aux divers intervenants de préparer leurs interventions et de gérer au mieux l'utilisation de l'espace.	INSTALLATIONS DE CHANTIER	INSTALLATIONS DE CHANTIER	Ph. préparation
80	Organisation générale Implanter les installations fixes dans la zone qui sera désigné . Raccorder en priorité les équipements aux réseaux de distribution à proximité des points de pénétration de ces réseaux dans l'emprise du chantier. <u>Projet de plan d'installation de chantier</u>	INSTALLATIONS DE CHANTIER	INSTALLATIONS DE CHANTIER	Ph. préparation

121	<p>Préciser sur un plan d'installation de chantier :</p> <p>Les points de raccordement aux réseaux de distribution desservant le chantier</p> <p>Le tracé des réseaux enterrés et aériens existants sur le site.</p> <p>L'emplacement des clôtures de chantier.</p> <p>Les accès au chantier.</p> <p>Les voies de déplacement pour les piétons et véhicules.</p> <p>Les sens de circulation.</p> <p>Les aires d'attente et de retournement des camions et engins.</p> <p>Les zones de manoeuvre des véhicules et engins</p> <p>Les zones de nettoyage des toupies .</p> <p>Les aires de stationnement pour les véhicules d'entreprises et engins.</p> <p>Les zones interdites à la circulation et au stationnement.</p> <p>Les zones de mise à poste des grues automotrices.</p> <p>Les zones interdites au survol de charges.</p> <p>Les zones de stockage</p> <p>Les installations de la base vie (sanitaires, vestiaires, réfectoires, salles de réunion,)</p> <p>Le tracé des réseaux de distributions (électricité, eau, téléphone, air comprimé, assainissement, etc.) et la position des points de distribution.</p> <p>Les zones de caniveaux existants à protéger par des plaques de répartition métalliques provisoires dans un premier temps.</p> <p>La position des téléphones de secours et des points de rassemblement.</p>	INSTALLATIONS DE CHANTIER	INSTALLATIONS DE CHANTIER	Ph. préparation
65	<p>CLOTURE DE CHANTIER</p> <p>Mettre en place une clôture de chantier, pour la durée totale des travaux, afin d'éviter les risques d'intrusion de personnes non autorisées dans l'enceinte du chantier. Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...). En assurer l'entretien.</p> <p>Cette clôture fixe ne pourra être enlevée qu'avec l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur SPS.</p>	INSTALLATIONS DE CHANTIER	INSTALLATIONS DE CHANTIER	Durée chantier
7	<p>Caractéristiques générales</p> <p>Clôture constituée d'éléments rigides, jointifs, de hauteur supérieure à 2 mètres, capables de s'opposer à la pénétration d'une personne dans l'enceinte du chantier et sera munie:</p> <p>Clôture chantier sur l'intégrale de la zone y compris aire de retournement PL</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prévoir clôture ½ Heras ajourée sur GBA sur L le long du caniveau coté voirie, jusqu'à la base vie • Barrières héras sur le reste de la périphérie du chantier • d'un portail coulissant d'accès muni d'un dispositif de fermeture verrouillable destiné à interdire l'accès pendant les périodes d'inactivités • d'un ensemble de collier ou de bride de fixation pour liaisonner les panneaux entre eux • de panneaux "chantier interdit au public" • de pictogrammes des équipements de protection individuelle obligatoire <p>Les panneaux réglementaires CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC et PORT DU CASQUE et DES CHAUSSURES DE SECURITE OBLIGATOIRE seront mis en place sur le portail d'accès et sur la périphérie de la clôture.</p>	INSTALLATIONS DE CHANTIER	INSTALLATIONS DE CHANTIER	Durée chantier
98	<p>Fermetures des clôtures</p> <p>Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end, ...).</p> <p>Entretien des clôtures</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

94	Assurer l'entretien journalier de la clôture de chantier : vérification des systèmes d'attache, des panneaux de signalisation, des contreventements, de l'état général etc...	INSTALLATIONS DE CHANTIER	INSTALLATIONS DE CHANTIER	Durée chantier
	Modification d'implantation de la clôture			
96	Toutes les modifications de tracé de la clôture seront décidées collégialement en réunion de chantier par le Maître d'oeuvre, le Maître d'Ouvrage, l'OPC et le CSPS.	INSTALLATIONS DE CHANTIER	INSTALLATIONS DE CHANTIER	Durée chantier
	Panneau de chantier			
19	Mise en place d'un panneau de chantier réglementaire en application du décret n°79-492 du 13 juin 1979, pour toute opération faisant l'objet d'un permis de construire. Les coordonnées des entreprises y compris les sous-traitants y seront affichées et seront lisibles depuis la voie publique. Affichage de la déclaration préalable et de ses mises à jour par le Coordonnateur SPS dans le bureau de chantier.	INSTALLATIONS DE CHANTIER	INSTALLATIONS DE CHANTIER	Ph. préparation
	PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES			
105	Tout ouvrage doit disposer, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail (R4533-1 à 5).	INSTALLATIONS DE CHANTIER	INSTALLATIONS DE CHANTIER	Durée chantier
	Branchements provisoires			
127	Les branchements et raccordements provisoires des différents fluides et utilités nécessaires au chantier seront réalisés à partir du point de raccordement défini par le maître d'oeuvre et seront réalisés conformément aux prescriptions de la NFP 03 001. Il seront dimensionnés de manière à permettre l'alimentation suffisante des installations et équipements nécessaires à la réalisation des ouvrages. <u>Electricité</u>	CFO-CFA	CFO-CFA	Ph. préparation

20	<p>L'installation provisoire fixe (armoire générale d'alimentation électrique de chantier) sera réalisée en phase préparation de chantier à partir du point de branchement défini par le Maître d'Oeuvre. Cette installation, conforme aux prescriptions réglementaires et à la Norme NF C 15-100, sera réceptionnée et contrôlée par un organisme accrédité. Une copie du procès-verbal de réception est à tenir à disposition sur le chantier. Chaque modification de l'installation électrique donne lieu à contrôle réglementaire.</p> <p>Les interventions électriques seront réalisées par du personnel ayant reçu une formation et habilité conformément à la norme NF C 18-510.</p> <p>Les documents suivants seront tenus sur le chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un plan schématique du chantier où sont indiqués en particulier les passages des câbles alimentant le chantier, • le registre de sécurité où sont consignées par ordre chronologique les dates et la nature des vérifications (1ère et 2ème vérifications- Vérification annuelle le cas échéant). • les justifications des travaux et modifications effectuées pour porter remèdes aux déficiences constatées dans les rapports précités <p>Les entreprises communiqueront rapidement au Maître d'Oeuvre leur besoin en énergie électrique.</p> <p>L'installation comprendra de façon distincte :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Un coffret principal de puissance adaptée au chantier, à installer sous une armoire étanche verrouillée compris comptage, 2. Un départ pour l'installation électrique pour les besoins du cantonnement. 3. Départ (s) pour l'installation électrique nécessaire à (aux) engin(s) de levage fixe (grue(s) à tour) 4. Un départ pour les coffrets divisionnaires et réseaux de distribution conformes aux prescriptions réglementaires et à la norme NFC 15-100 permettant les branchements adaptés à tous les corps d'état, inclus tous les déplacements et éléments divers pour l'évolution du chantier dans le cadre de son avancement. 5. L'éclairage général pour supprimer les zones d'ombre, et garantir un niveau d'éclairement minimum de 40 lux à l'intérieur, 10 lux à l'extérieur. 6. L'éclairage de sécurité permettant de baliser les accès dans les zones de circulation. 7. Un départ spécifique pour le lot ascenseur, s'il existe. 8. Un départ spécifique pour le façadier s'il existe. <p>L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance.</p> <p><u>Eau</u></p>	CFO-CFA	CFO-CFA	Ph. préparation
1	<p>Réaliser un réseau d'alimentation en eau depuis le branchement au réseau de distribution public jusqu'aux attentes prévues à proximité de chaque bâtiment ou de chaque ouvrage.</p> <p>Le réseau de distribution d'eau sera positionné en tranchée et hors gel.</p> <p><u>Réseau E.U</u></p>	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	Ph. préparation
119	<p>Réaliser un réseau d'évacuation des eaux usées de l'ouvrage depuis le branchement au réseau ou équipement d'assainissement jusqu'aux attentes prévues</p> <p>Aires de chantier</p>	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	Ph. préparation
79	<p>Les aires de chantier seront déterminées suivant les visites de chantier les instructions</p> <p><u>Stationnement engins de chantier</u></p>	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	Ph. préparation

133	<p>Réaliser une aire pour le stationnement des engins de chantier, au sol imperméable et équipé d'un système de recueil, de traitement et d'évacuation des eaux pluviales.</p> <p><u>Aire de nettoyage des toupies béton</u></p>	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	<p>SOLUTION DE TRAITEMENT DES EAUX POLLUÉES EN AUTOMATIQUE</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dimensions hors tout: L: 2,25 mE l: 1,42 mE H: 0,99 mE • Poids à vide: 0,520 T • Poids en charge maximale: 3,650 T (Eau + Laitance) • Débit: 3 m³/h à 2,5 bars • Puissance: 220W/4,5A <p>Demander un devis</p> 			
134	<p>Réaliser et entretenir autant que de besoin un dispositif pour le nettoyage des toupies constitué d'une fosse garnie d'une couche de matériaux filtrants entre deux membranes constituées d'un géo-textile. ou mettre en place un système de traitement des eaux polluées type ECL CONET ou équivalent</p>	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
62	<p>Plateforme de cantonnement</p> <p>L'implantation du cantonnement sera définie en tenant compte de la présence éventuelle des réseaux, et des recommandations découlant de la D.T et des D.I.C.T. Cette zone permettra l'implantation des bungalows de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre, la salle de réunion, les vestiaires de toutes les entreprises, les réfectoires, les sanitaires du cantonnement, les parkings.</p>	INSTALLATIONS DE CHANTIER	INSTALLATIONS DE CHANTIER	Ph. préparation
	<p>PRESTATIONS A L'INTERIEUR DES OUVRAGES</p>			
	<p>Branchements</p>			
34	<p><u>Electricité (réseau intérieur)</u></p> <p>L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance. Aucun poste de travail ne sera distant d'un coffret de plus de 25 m. Les coffrets divisionnaires de prise de courant comporteront à minima un dispositif de protection différentielle 30 mA, 4 prises de courant 2x16 A + T et 1 prise 3x20 A+T et un arrêt d'urgence normalisé. Les coffrets seront suspendus ou sur pieds. Les alimentations seront protégées contre les chocs et l'écrasement ou suspendues. Les câbles et rallonges seront fixés de manière à éviter les risques d'accidents de plain- pied dans les passages et escaliers. Les coffrets seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur. Les contrôles réglementaires, initial et périodiques, ainsi que la surveillance et la maintenance de l'installation seront effectués conformément aux dispositions réglementaires. Consulter la fiche OPPBTP relative à l'installation électrique provisoire d'éclairage des chantiers (G1 F 02 89).</p>	CFO-CFA	CFO-CFA	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
78	<p><u>Eclairage des circulations</u></p> <p>Installer un éclairage des circulations verticales et horizontales en très basse tension de sécurité (TBTS), ou en basse tension avec hublots de classe II IP44 IK08 protégés par disjoncteur différentiel 30 mA. Y compris pour les zones extérieures.</p> <p><u>Eclairage des postes de travail</u></p>	CFO-CFA	CFO-CFA	Durée chantier

53	<p>L'éclairage du poste de travail est à la charge de chaque entreprise intervenante.</p> <p>Les prolongateurs électriques seront uniquement de la série H07-RN-F assurant une protection contre les risques mécaniques, d'une étanchéité parfaite et ne dépassant pas 25 ml.</p> <p>Les enrouleurs seront marqués "catégorie B" norme NFC 61.720.</p> <p>Les prises de courant porteront un indice de protection IP 447 à minima.</p> <p>Les baladeuses seront de la catégorie B norme NFC 71.008.</p> <p>Les projecteurs halogènes seront conformes à norme NF et munis d'une grille de protection.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
60	<p><u>Eclairage des postes de travail en zone humide, sous-sol</u></p> <p>Utilisation obligatoire de baladeuse en très basse tension de sécurité (TBTS) ou sur batterie, dans toutes les zones humides : en sous-sol, vide sanitaire, galerie technique, fosse d'ascenseur, etc.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avant interv.
45	<p><u>Evacuation des eaux pluviales reçues par l'ouvrage</u></p> <p>Si les descentes définitives ne peuvent être placées dès la réalisation de la couverture, il y a lieu de prévoir l'évacuation provisoire des eaux pluviales y compris les équipements annexes s'y rapportant.</p>	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	Durée chantier
ZONE DE CANTONNEMENT				
99	<p>Toute opération doit disposer d'une zone de cantonnement pour accueillir les installations de vie collective et d'hygiène, qui seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier, conformément aux articles R4534-139 et suivants.</p>	INSTALLATIONS DE CHANTIER	INSTALLATIONS DE CHANTIER	Durée chantier
86	<p>Montage, démontage des installations du cantonnement</p> <p>Les opérations de montage/démontage de bungalows doivent s'effectuer dans le respect des Principes Généraux de Prévention et faire l'objet d'une évaluation des risques spécifique permettant de choisir les mesures de prévention appropriées, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - interdire l'accès à la zone de montage/ démontage aux intervenants du chantier, - prévoir la présence d'un « homme trafic » compétent et équipé (baudrier, etc.....) afin de prévenir les risques liés à la circulation des véhicules d'approvisionnement, - différer ou suspendre le montage/ démontage des bungalows si les conditions climatiques sont mauvaises (vent,...), - prévoir des cantonnements provisoires pour accueillir les salariés chargés de ces travaux, lorsque la phase d'installation/ démontage des cantonnements dure plus d'une journée. 	INSTALLATIONS DE CHANTIER	INSTALLATIONS DE CHANTIER	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
3	<p>Gestion de cantonnement - Base vie</p> <p>La base vie sera gérée par le responsable du chantier désigné pendant toute la durée des travaux du présent marché. Elle sera ouverte chaque matin à l'arrivée de la première équipe et refermée chaque soir au départ de la dernière équipe. Cette base vie devra rester opérationnelle pendant la durée totale de chaque tranche de travaux, y compris pendant les périodes éventuelles d'arrêt du chantier.</p>	INSTALLATIONS DE CHANTIER	INSTALLATIONS DE CHANTIER	Durée chantier
63	<p>Installations communes de vie collective</p> <p>Les installations de vie collective seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier .</p>	INSTALLATIONS DE CHANTIER	INSTALLATIONS DE CHANTIER	Durée chantier

110	<u>Vestiaires</u> Mettre à la disposition des travailleurs des locaux-vestiaires conformément à R4534-139 du Code du Travail : convenablement aérés, éclairés et suffisamment chauffés, nettoyés au moins une fois par jour et tenus en état constant de propreté. 1 vestiaire hommes pour environ 12 personnes 1 vestiaire femme	INSTALLATIONS DE CHANTIER	INSTALLATIONS DE CHANTIER	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
28	<u>Réfectoire</u> Le réfectoire sera dimensionné pour l'effectif de pointe. Il sera équipé de tables et chaises en nombre suffisant. Un appareil permettant de réchauffer les aliments sera prévu, ainsi qu'un garde manger ou réfrigérateur. (refectoire bungalows double)	INSTALLATIONS DE CHANTIER	INSTALLATIONS DE CHANTIER	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
117	Installations communes d'hygiène Les installations d'hygiène seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier.	INSTALLATIONS DE CHANTIER	INSTALLATIONS DE CHANTIER	Durée chantier
69	<u>Sanitaires</u> Installer et mettre à disposition des travailleurs des cabinets d'aisance aménagés de manière à ne dégager aucune odeur, équipés de chasse d'eau et pourvus de papier hygiénique. Prévoir au moins un cabinet d'aisance et un urinoir pour vingt hommes et deux cabinets pour vingt femmes (R4534-144, R 4228-2 à 18 du Code du travail).	INSTALLATIONS DE CHANTIER	INSTALLATIONS DE CHANTIER	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
114	Tableaux d'informations des salariés Prévoir un tableau d'affichage en zone de cantonnement, dédié à l'affichage "sécurité" (consignes, affiches de sensibilisation à la prévention, information générale sécurité, compte-rendu de réunion,...) Le nom et le numéro des personnes responsables du chantier (MOE ; CSPS, ...) et de la FLS. seront à afficher dans la base vie En d'accident sur le chantier, prévenir les personnes CEA concernées par le chantier (RMOA, ...).	INSTALLATIONS DE CHANTIER	INSTALLATIONS DE CHANTIER	Ph. préparation
40	Salle de réunion Installer et mettre à disposition une salle de réunion de capacité conforme aux prescriptions du marché environ de 30m², équipée du mobilier nécessaire, correctement chauffée, éclairée et aérée conformément aux règles applicables. Prévoir des tables et chaises en nombre suffisant, des armoires permettant le rangement des documents afférents au chantier, notamment ceux de la coordination SPS, et des dispositifs permettant l'affichage des plans. Prévoir un nettoyage régulier.	INSTALLATIONS DE CHANTIER	INSTALLATIONS DE CHANTIER	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
113	Nettoyage des installations (ensemble du cantonnement y compris dans les ouvrages) L'ensemble des installations du cantonnement (sanitaires, réfectoire, vestiaires, bureaux...) sera nettoyé quotidiennement .	INSTALLATIONS DE CHANTIER	INSTALLATIONS DE CHANTIER	Durée chantier
14	<u>Evacuation des ordures</u> L'évacuation journalière des ordures ménagères sera effectuée régulièrement	INSTALLATIONS DE CHANTIER	INSTALLATIONS DE CHANTIER	Durée chantier
	Bungalows superposés			

104	<p>EN CAS d'installation de bungalows superposés, établir une note de calcul, validée de préférence par un bureau de contrôle, et vérifiant le type et le dimensionnement des fondations en fonction du rapport géotechnique, la résistance mécanique de l'ensemble occupé, la stabilité au vent de l'ensemble vide, le dimensionnement de la structure pour supporter les heurts éventuels de véhicules lorsque ceux-ci circulent à proximité. Dans ce cas, prévoir des dispositifs de protections (chasse-roues, etc.) pour limiter l'effet de ces heurts sur la structure.</p> <p>Conditionner le choix et la disposition des cantonnements en fonction d'une évaluation des risques spécifiques liés à la hauteur des cantonnements et l'application des Principes Généraux de Prévention afin d'assurer la protection des salariés vis-à-vis du risque incendie.</p> <p>Supprimer ou à défaut bloquer avant montage les portes donnant sur le vide des bungalows situés en étages.</p> <p>Etablir les escaliers d'accès aux bungalows superposés à l'air libre (pour faciliter l'évacuation en cas d'incendie), les équiper de mains courantes, de marches antidérapantes, les dimensionner conformément aux règles de l'art, les éclairer.</p> <p>Monter et démonter les escaliers à l'avancement du montage/démontage des bungalows afin d'accéder en sécurité au plancher haut du bungalow juste monté.</p>	INSTALLATIONS DE CHANTIER	INSTALLATIONS DE CHANTIER	Ph. préparation ou modification de la base vie
58	<p>NETTOYAGE DU CHANTIER</p> <p>Chaque entreprise devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> en fin de journée: faire un nettoyage et un rangement des locaux concernés par son intervention (évacuation des gravats, récupération des emballages, des polystyrènes, de la laine de verre, du bois etc.) en fin de semaine: faire un nettoyage soigné et complet de l'ensemble des parties concernées par son intervention (balayage des planchers, escaliers, rangement des matériels, des nacelles, des rallonges électriques, des extérieurs des bâtiments, des échafaudages etc.) <p>Lorsqu'une entreprise quitte une zone du chantier ou un secteur de l'ouvrage après y avoir travaillé, elle doit assurer le nettoyage de cette zone et évacuer ses déchets à l'extérieur de l'ouvrage, dans les bennes à déchets, afin de permettre aux autres entreprises d'investir la zone.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
88	<p>Nettoyage de la voirie extérieure au chantier</p> <p>Lors de chaque phase de roulage de matériaux nécessitant l'utilisation de plusieurs camions, un nettoyage systématique des rues adjacentes souillées, sera effectué le jour même par l'entreprise responsable.</p> <p>En cas de nécessité, l'entreprise organisera plusieurs nettoyages par jour pour assurer la propreté des voies afin de ne pas provoquer d'accident.</p>	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	Durée chantier

2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
112	<p>SOL ET SOUS-SOL</p> <p>Pour la réalisation de leurs travaux les entreprises devront prendre en compte les dangers et contraintes liés à la configuration du sol et du sous-sol (pollution, nappe phréatique, cavités, engins de guerre ...).</p> <p>Rapport de sol</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

155	Le rapport de sol est joint au dossier de consultation des entreprises. Les entreprises intervenantes prendront en compte les conclusions, en particulier les recommandations relatives à la nature des sols, aux pentes de talutage à respecter, au type de fondation pour les engins et ouvrages et toutes les préconisations en matière de tenue des terres.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Ph. préparation
156	<p><u>Type de sol, pente, talutage</u></p> <p>Les conclusions du rapport de sol G2 sur la nature et la tenue des différentes couches géologiques a été transmis . Les entreprises respecteront la pente naturelle des terrains lors de la réalisation de fouilles ou tranchées (à préciser si possible) ou mettront en oeuvre des mesures compensatoires comme, par exemple, le blindage des fouilles.</p> <p>Attention: le BE des sols devra valider le talutage prévisionnel si celui ci ne correspond pas aux prescriptions initiales prévues au rapport de sol</p> <p>La validation de cette modification devra être transmise avant travaux aux responsables MOA MOE et CSPS</p> <p><u>Nappe phréatique</u></p>	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	bureau d'étude sol GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
157	<p>L'attention des entreprises est attirée sur le niveau fluctuant de la nappe phréatique qui peut engendrer des perturbations sur le déroulement du chantier.</p> <p>RAPPEL CEA : Dans la mesure où il est nécessaire de mettre en œuvre un pompage de chantier pour abaisser le niveau des eaux de la nappe en fond de fouille, et que ce dernier est réalisé en mettant en place un dispositif de pompage temporaire dans la nappe permettant d'abaisser le niveau piézométrique de cette dernière, le constructeur doit produire un dossier loi sur l'eau pour la gestion de ces eaux d'exhaure de chantier (avec la rubrique 1.1.1.0 et éventuellement 1.1.2.0. si les volumes dépassent le seuil).</p> <p>Engins de guerre</p>	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
129	<p>La découverte d'engins de guerre est possible ou probable dans le périmètre du chantier.</p> <p>Informers les conducteurs d'engins des dangers et de la conduite à tenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Redoubler d'attention • Arrêter le terrassement et toute activité dès la découverte d'un objet suspect • Ne jamais manipuler ou toucher l'objet suspect • Baliser la zone de découverte, et interdire son accès à toute personne • Prévenir le responsable de travaux afin qu'il alerte les services compétents (protection civile en préfecture, gendarmerie, service de déminage) • Ne reprendre les travaux qu'après enlèvement des objets suspects. • Afficher les numéros d'appel des services de déminage dans le bureau de chantier et les reprendre dans les PPSPS des entreprises amenées à effectuer des travaux de terrassement. • PROCEDURE CEA OU "SURVEILLANT PIED DE PELLE " • RAPPE DU CEA : Dans la mesure où les dispositions vis-à-vis du risque pyrotechnique (pied pelle) dans la zone ne sont pas pris en compte, la découverte d'un engin explosif en cours de chantier entraînera un arrêt de chantier. La reprise du chantier ne pourra, alors, se faire qu'après intervention des démineurs quel que soit le délai d'intervention de ces derniers. 	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	Durée chantier

161	<p>RECHERCHE D'OUVRAGES OU DE RESEAUX ENTERRES / AERIENS : DT et DICT</p> <p>Les travaux réalisés au voisinage d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, qu'ils se déroulent dans le domaine privé ou public, sont soumis à certaines dispositions réglementaires (décret 2011-1241 du 05/10/2011) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - déclaration de projet de travaux (DT) : à charge du maître d'ouvrage, au stade de l'élaboration du projet, - déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) : chaque entreprise, y compris sous-traitante, ou membre d'un groupement d'entreprises, chargée de l'exécution des travaux, est tenue d'adresser cette déclaration avant intervention. <p>Les formulaires permettant d'effectuer ces déclarations, ainsi que la liste des exploitants de réseaux à qui elles doivent être envoyées, sont disponibles sur le Télé - service www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr.</p> <p>La consultation du Télé- service est obligatoire.</p> <p>Ces déclarations doivent être renouvelées si les travaux n'ont pas débutés dans les 3 mois après la consultation du Télé - service.</p> <p>CLASSES DE PRECISION DE LOCALISATION DES RESEAUX ENTERRES</p>	Entrep. concernée GROS OEUVRE - TERRASSEMENT Maître d'ouvrage	Entrep. concernée GROS OEUVRE - TERRASSEMENT Maître d'ouvrage	Ph. préparation
162	<p>La précision de localisation des réseaux enterrés est classifiée de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Classe A : $\leq 0.40m$ pour réseau rigide ou $\leq 0.50m$ pour réseau flexible • Classe B : $\leq 1.50m$ • Classe C : $> 1.50m$ <p>D.T.</p>			
163	<p>Déclaration de vos projets de travaux aux exploitants ayant des réseaux à proximité de la zone où vous prévoyez des travaux en utilisant le télé-service www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr.</p> <p>Ce service permet de connaître les exploitants ayant des réseaux aériens, souterrains, ou subaquatiques, sur terrain public ou privé.</p> <p>Communiquer au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS toutes les réponses pour prise en compte dans les marchés de travaux</p> <p>D.I.C.T.</p>	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Ph. préparation
17	<p>Vérifier, auprès du service concerné de l'établissement en activité, la présence de réseaux existants. Avant toute intervention, vous faire remettre les plans de récolement indiquant l'implantation et la nature de ces réseaux. Vous concerter avec l'exploitant des réseaux afin de déterminer, en accord avec lui, les mesures de prévention à mettre en oeuvre avant, pendant et après les travaux.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
87	<p>DEFINITION DES DOMAINES DE TENSION</p> <p>Les 4 domaines de tension sont :</p> <p><u>Pour l'alternatif :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - TBT < à 50 Volts - BT entre 50 V et 1 000 Volts - HTA entre 1 000 V et 50 000 Volts - HTB > 50 000 Volts <p><u>Pour le continu :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - TBT < à 120 Volts - BT entre 120 V et 1 500 Volts - HTA entre 1 500 V et 75 000 Volts - HTB > 75 000 Volts 			
	DEFINITION DES DISTANCES DE SECURITE			

21	<p>Les distances de sécurité sont définies entre un opérateur et une installation ou un ouvrage. On distingue 5 types de distances à partir d'une pièce nue sous tension:</p> <ul style="list-style-type: none"> • DLI : distance limite d'investigation (établie à 50 m) • DLVS : distance limite de voisinage simple (3 m < à 50 000 volts - 5 m > 50 000 Volts) • DLVR: distance limite de voisinage renforcée (en BT = 30 cm - en HT = distance variable en fonction de la tension) • DMA : distance minimale d'approche (en BT = DLVR - en HT = distance limite à ne jamais franchir) • DLAP : distance limite d'approche prudente autour d'une canalisation isolée enterrée (50 cm de la canalisation) 			
26	<p>DEFINITION DES ZONES AUTOUR D'UNE PARTIE NUE SOUS TENSION</p> <p><u>Zone 0 (DLI)</u> : zone d'investigation où le personnel non habilité peut travailler sans risque.</p> <p><u>Zone 1 (DLVS)</u> : zone de voisinage simple d'accès réservée aux personnels habilités au domaine de tension de la zone</p> <p><u>Zone 2 (DLVR)</u> : zone de voisinage renforcé dont l'accès est réservé au personnel habilité désigné par l'employeur et autorisé à travailler au voisinage de pièces nues sous tension en HT</p> <p><u>Zone 3 (DMA)</u> : zone de travaux sous tension HT accessible uniquement à des électriciens formés et habilités aux travaux sous tension</p> <p><u>Zone 4 (DMA)</u> : zone de voisinage renforcé BT, règles d'interventions générales ou relatives aux travaux sous tension en BT (réservé aux électriciens pour manoeuvre, mesurage, essai ..)</p>			
5	<p>INTERDICTION D'INTERVENTION SOUS TENSION AU CEA</p> <p>Tout travaux effectués sous tension sont interdits sur le site du CEA.</p> <p>Sauf en cas de dérogation et autre autorisation donnée par le directeur du centre</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
103	<p>Habilitation électrique</p> <p>Les habilitations électriques du personnel intervenant devront être en adéquation avec les installations et les interventions prévues</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
95	<p>RESEAU ELECTRIQUE BT, HTA ou HTB EXTERIEUR AUX OUVRAGES</p> <p>Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de lignes ou d'installations électriques s'informera auprès de l'exploitant, qu'il s'agisse du représentant local de la distribution d'énergie ou de l'exploitant de la ligne ou installation publique ou privée en cause, de la valeur des tensions de ces lignes ou installations.</p> <p>Afin d'éviter les risques d'électrisation, l'entreprise demandera à l'exploitant la mise hors tension du réseau, préalablement aux travaux.</p> <p><u>RAPPEL DES DISTANCES MINIMALES DE SECURITE A RESPECTER :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 m pour les lignes et installations dont la tension est inférieure à 50. 000 Volts (alternatif) • 5 m pour les lignes et installations dont la tension est supérieure ou égale à 50. 000 Volts (alternatif) • 1,50 m pour les réseaux souterrains, lorsque le travail est effectué à l'aide d'engins mécaniques de terrassement. <p>Demande de mise hors tension</p>			

9	Demander à l'exploitant du réseau de mettre la mise hors tension de ce réseau au niveau du chantier pour une durée de : durée à préciser en fonction du planning prévisionnel et de délivrer "l'attestation de mise hors tension" conformément aux dispositions du code du travail. (R.4534-111 à R. 4534-116).	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avant interv.
123	Mise hors tension acceptée par l'exploitant Lorsque la mise hors tension est acceptée par l'exploitant du réseau, les travaux seront réalisés sous couvert d'une attestation de mise hors tension délivrée par l'exploitant, conformément aux dispositions des articles R.4534-111 à R. 4534-116 du Code du Travail.	Entrep. concernée	Coord.SPS Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
29	Mise hors tension refusée par l'exploitant Si l'exploitant, qui, pour une raison jugée impérieuse, refuse la mise hors tension de la ligne, de la canalisation ou de l'installation électrique au voisinage de laquelle les travaux sont prévus, fera connaître sa décision par écrit. Il sera alors impératif de mettre en place des mesures de prévention compensatrices en concertation et en accord avec l'exploitant, en application des articles R.4534-118 à R. 4534-125 du code du travail : respect des distances de sécurité, choix des itinéraires de circulation, mise en place de gabarit, signalisation, repérage et balisage des canalisations électriques enterrées, présence d'un surveillant de travaux compétent, consignes écrites de l'employeur, et toutes mesures complémentaires demandées par l'exploitant.	Entrep. concernée	Coord.SPS Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Avant interv.
25	RESEAUX AUTRES QUE ELECTRIQUES En cas de présence de réseaux autres que électriques, suite à la DICT, l'employeur déterminera, en concertation et en accord avec les exploitants concernés, les mesures à prendre, ainsi que les recommandations techniques et consignes de sécurité à mettre en oeuvre, afin d'éviter les risques consécutifs à l'interférence de ces réseaux avec les travaux. Ces mesures comprendront notamment, les repérages et balisages des réseaux, les consignations, dégazages, inertages, pose de dispositifs de protection mécanique, ainsi que toutes mesures complémentaires demandées par l'exploitant.	Entrep. concernée	Coord.SPS Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Ph. préparation
125	CIRCULATION AU VOISINAGE DU CHANTIER Circulation routière Pendant les travaux la circulation automobile aux abords du chantier seront maintenus, en tenir compte dans l'organisation du chantier et dans le choix des modes opératoires.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
132	Circulation piétonne Des usagers seront amenés à se déplacer à pied aux abords du chantier: prévoir des dispositifs propres à assurer leur sécurité.	INSTALLATIONS DE CHANTIER	INSTALLATIONS DE CHANTIER	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
152	PRESENCE D'EQUIPEMENTS OU D'AMENAGEMENTS Ouvrages nécessitant d'éventuels travaux de confortement Vu ci dessous Prévoir des protections en plaques de répartition métallique pour les zones de passage sur le caniveau existant Ouvrages en limite de propriété ou de chantier	INSTALLATIONS DE CHANTIER	INSTALLATIONS DE CHANTIER	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

75	<ul style="list-style-type: none"> Présence d'un caniveau en L sur le pourtour de la zone du ELHQS Nous attirons l'attention sur Les résistances des dalles ainsi que la nature des réseaux éventuellement présents dans le caniveau. Toute intervention réalisée à proximité de ces éléments devront faire l'objet d'une analyse de risque et de mise en place de protections collectives afin de supprimer tout risque d'effondrement d'une structure, ou d'instabilité d'engin. Prévoir des protections en plaques de répartition métallique pour les zones de passage sur le caniveau existant <p>TRAVAUX DE RACCORDEMENT DANS DES ZONES ANNEXES</p>	INSTALLATIONS DE CHANTIER	INSTALLATIONS DE CHANTIER	Ph. préparation
158	<p><u>Zone bâtiments 52 53</u></p> <p>Les travaux de raccordement dans la zone des bâtiments 52 53 seront effectués en ouverture et fermeture de la tranchée à l'avancement. Les signalisations, les barrières basses TP ainsi que les gyrophares sur les engins sécuriseront les zones des travaux en cours .</p> <p><u>ATTENTION</u> <i>La zone de dépotage pour les alimentations des batiments 52 et 53 doit rester libre</i> <i>Les livraisons sont prévues tous les mercredis et vendredis , sous réserve des demandes spécifiques liées à l'exploitation des installations (Salles Blanches),</i> <i>(les horaires vous seront fournis lors des VIC)</i> <i>attention : Pas d'intervention lors des livraisons soit environ pendant 1 heure</i> <i>Une réunion CLVS sera organisée avant travaux afin de vérifier et gérer la co activité dans le secteur</i></p>	Entrep. concernée GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	Entrep. concernée GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES			
	Interférences			
	<u>Avec les piétons</u>			
135	Prévoir des voies de circulation séparées pour les piétons. Installer une séparation physique (Type barrières TP) entre les voies empruntées par les piétons et celles utilisées par les engins et véhicules. Faire évoluer les tracés des circulations suivant les phasages et avancements des travaux	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT INSTALLATIONS DE CHANTIER	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT INSTALLATIONS DE CHANTIER	Durée chantier
	Stationnement et garage des engins			
84	Garer et remiser les engins sur le parc prévu à cet effet en respectant les règles applicables en la matière.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
	CIRCULATION DES ENGINS, VEHICULES ET PIETONS DANS UN SITE EN EXPLOITATION			
44	Les itinéraires et les règles de circulation des véhicules, des engins, des piétons, sur le site en exploitation seront précisés en concertation avec le responsable du site. Le responsable de chaque entreprise informera son personnel des dispositions arrêtées.	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier
	Conditions de circulations des engins dans le site			
49	Se conformer aux instructions du site transmises lors de ICCE	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	MOYENS DE CIRCULATION HORIZONTALE : PASSERELLES - PLANCHERS - PLATEFORMES			
	Fouilles - Tranchées			
106	Mettre en place et entretenir des passerelles de franchissement des tranchées dès que leur largeur est supérieure à 0,40 m. Ces passerelles adaptées à la dimension des fouilles et tranchées, seront protégées contre les risques de chute par des garde-corps sur toute leur longueur.	Entrep. concernée GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	Entrep. concernée GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	Durée chantier
	Plate-forme autour ouvrage			
74	Les plates formes autour du bâtiment ou de l'ouvrage, auront une surlargeur pour permettre les déplacements des personnes, la circulation d'une PEM et la mise en place d'échafaudage. Cette surlargeur est prise au droit de la façade. ATTENTION PRESENCE DES CANIVEAUX	Entrep. concernée GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	Entrep. concernée GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	Toiture terrasse			

66	<p>Les déplacements en toiture se feront dès que les protections collectives provisoires seront installées, à l'avancement, pendant toute la durée du chantier par le lot Gros Oeuvre, Les protections collectives définitives de la toiture seront assurées par un accrotère béton d'une ht de 1.00.</p> <p>Si des modifications de type de protections collectives définitives surviennent celles ci devront être mises en place rapidement.</p> <p>Le LOT étanchéité devra alors intervenir sous protections collectives provisoires ou définitives sans démontage de celles ci</p>	ETANCHEITE- BARDAGE- SERRURIE GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	ETANCHEITE- BARDAGE- SERRURIE GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
13	<p>MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : ESCALIERS - PLATEFORMES - ECHAFAUDAGES</p> <p>Les accès devront se faire par tout type de moyens sécurisés, en nombre suffisant, choisis en fonction de la hauteur des postes de travail : tour escalier, escalier existant ou à construire, échafaudage, ascenseur de chantier...</p> <p>La mise en place d'escaliers protégés contre les risques de chutes de hauteur doit être préférée aux autres moyens de circulation sur le chantier, notamment les échelles. Elle doit être recherchée en priorité et planifiée de sorte que les escaliers de tous types, qu'ils soient définitifs ou provisoires, puissent servir de moyen principal de circulation aux intervenants sur le chantier.</p> <p>Lorsque des tours escaliers, des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied" et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants " seront mises en oeuvre.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
153	<p>Escaliers provisoires - Tours escaliers</p> <p>Mettre en place des escaliers provisoires à l'avancement des travaux, équipés des protections collectives contre les chutes. Planifier leur réalisation de manière à ce qu'ils puissent être utilisés par le plus grand nombre d'intervenants sur le chantier.</p> <p>Accès dalle haute vide sanitaire (interieur et exterieur)</p> <p>Accès toiture terrasse</p> <p>Faire apparaître leur réalisation sur le planning des travaux.</p>	INSTALLATIONS DE CHANTIER	INSTALLATIONS DE CHANTIER	Ph. préparation
11	<p>Vérifications réglementaires : généralités</p> <p>Faire vérifier les tours escaliers, plateformes et échafaudages avant mise ou remise en service, puis périodiquement pendant le chantier, par une personne compétente, selon les modalités prescrites par l'arrêté du 21 décembre 2004 :</p> <p>VÉRIFICATIONS AVANT MISE OU REMISE EN SERVICE :</p> <p>examen d'adéquation + examen de montage et d'installation + examen de l'état de conservation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - avant la 1ère utilisation ; - à la suite de tout démontage suivi d'un remontage ; - En cas de changement de configuration, de remplacement ou de transformation importante intéressant les constituants essentiels, notamment à la suite de tout accident ou incident provoqué par la défaillance d'un de ces constituants ou de tout choc ayant affecté la structure ; - A la suite de la modification des conditions d'utilisation, des conditions atmosphériques ou d'environnement susceptibles d'affecter la sécurité d'utilisation ; - A la suite d'une interruption d'utilisation d'au moins un mois. <p>VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tous les 3 mois (examen approfondi de l'état de conservation) ; - quotidiennement (examen de l'état de conservation). <p>Vérifications journalières</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier

131	Il appartient à chacune des entreprises utilisant les tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, soumis aux dispositions de l'arrêté du 21 décembre 2004, d'effectuer la vérification journalière avant d'autoriser leur utilisation par son personnel (examen de l'état de conservation).	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
122	MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : EQUIPEMENTS AMOVIBLES TELS QUE LES ECHELLES L'utilisation généralisée de l'échelle comme moyen d'accès et de circulation ne permet pas de répondre aux principes généraux de prévention. Les échelles peuvent être utilisées comme moyens d'accès, dans les conditions définies dans le code du travail, suite à évaluation des risques effectuée par l'entreprise. Le port de charge sera exceptionnel, limité à des charges légères, peu encombrantes, portées par exemple en bandoulière ou à la ceinture (outillage léger). Il ne doit pas empêcher le maintien d'une prise sûre, c'est à dire au moins trois points de préhension, simultanément. Cette règle interdit le port manuel de charge sur une échelle. L'échelle ne peut être utilisée comme poste de travail.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
102	MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVE CONTRE LES CHUTES La mise en place des protections collectives préalablement à l'intervention des entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit de protections collectives contre les risques de chute de hauteur, est une priorité. Les protections collectives seront conçues et installées selon les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Elles répondront aux objectifs ci-dessous permettant de satisfaire aux principes généraux de prévention : - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage sera, dans toute la mesure du possible, préférée à l'installation de protections provisoires de chantier. - L'entreprise chargée des protections collectives recherchera et mettra en œuvre les solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - La maintenance et l'entretien des protections collectives seront assurés par une entreprise désignée à cette fin.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier

3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	EQUIPEMENTS DE TRAVAIL SERVANT AU LEVAGE			

52	<p>Les équipements de travail démontables ou mobiles servant au levage de charges doivent être utilisés de manière à garantir leur stabilité dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis.</p> <p>Les installations, équipements et engins de levage seront réputés conformes aux exigences réglementaires qui leur sont applicables avant toute utilisation. Les entreprises devront faire procéder aux vérifications réglementaires avant mise en service, et périodiquement pendant les travaux. Elles seront en mesure de justifier de leur réalisation. Un exemplaire des compte-rendus de vérification sera tenu à disposition sur le chantier. Les conducteurs et utilisateurs seront titulaires des autorisations de conduite correspondant à ces équipements et devront pouvoir les présenter à tout moment.</p> <p>Les charges à lever devront être parfaitement assujetties de façon à ce qu'aucun matériel ou matériaux ne puissent tomber pendant la manœuvre.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
71	<p>Sujétions relatives à l'utilisation des chariots élévateurs</p> <p>N'utiliser les chariots élévateurs pouvant entraîner des dégradations du sol qu'en cas de nécessité, les dégradations du sol devront être reprises au fur et à mesure.</p> <p>Tenir à disposition sur le site les autorisations de conduite.</p> <p>Nature et tenue du sol</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
150	<p>Interdire la mise en place sur un sol constitué de remblais, non plan, non compacté ou présentant des excroissances</p> <p>Éviter les zones d'écoulement d'eau pluviale, en cas de nécessité, déviez-en le cours.</p>	Entrep. concernée		Avant interv.
51	<p>Proximité de terrassement en excavation</p> <p>Interdire les appuis des engins de levage en bord, de caniveaux, de talus ou de tranchée.</p> <p>Respecter les distances entre les appuis des engins de levage et les éléments énumérés ci dessus.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
159	<p>grutage du shelter</p> <p>L'approvisionnement et la mise en place du shelter occasionnera le blocage de la circulation sur la portion de voie entre le 10.10 et le carrefour d'accès aux H3 /parkings/ 35.01</p> <p>La zone sera fermée pour une durée d'environ 1 semaine</p> <p>Le planning de cette intervention sera transmises aux responsables du site le plus rapidement possible afin d'organiser la circulation et la coordination des chantiers entrepris sur le CEA</p> <p>Le choix de la grue sera en adéquation avec la charge et la distance de mise en place.</p> <p>Toute activité sera interdite sur le chantier lors de la phase de grutage.</p> <p>Une réunion CLVS sera organisée avant travaux afin de vérifier et gérer la co activité dans la zone</p>	INSTALLATIONS DE CHANTIER SHELTERS	INSTALLATIONS DE CHANTIER SHELTERS	Avant interv.
37	<p>MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES</p> <p>Afin de limiter les risques de troubles musculo-squelettiques, des mesures d'organisation appropriées doivent être prises en mettant à disposition des travailleurs des moyens adaptés, essentiellement des équipements mécaniques de manutention.</p> <p>Les salariés dont l'activité comporte des manutentions manuelles doivent être formés à ces opérations.</p> <p>Il est rappelé aux chefs d'entreprises qu'ils ont obligation de limiter au strict minimum les manutentions manuelles.</p> <p>Les mesures prises seront détaillées par chaque entreprise concernée dans son PPSPS.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

38	Déchargement Prévoir les moyens de déchargements mécaniques adaptés aux besoins et aux contraintes du chantier, en fonction d'une étude d'adéquation qui sera jointe au PPSPS (chariot élévateur, grue mobile,).	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
154	Aide à la manutention (grue sur le chantier, treuil, palan, etc..) Prévoir des moyens d'aide à la manutention manuelle.	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	Ph. préparation
81	Conditionnement des matériaux et matériels Conditionner les matériels et matériaux de façon à ce que leur manutention soit compatible avec les dispositifs de manutention prévus	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Ph. préparation

3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
35	APPROVISIONNEMENTS Afin de faciliter et rationaliser les approvisionnements, la maîtrise d'œuvre et les entreprises prévoiront, en fonction des volumes et quantité des matériaux : <ul style="list-style-type: none"> • La planification des approvisionnements en fonction de l'enchaînement des tâches • Les moyens matériels d'approvisionnement, en particulier les moyens communs : appareils de manutention, recettes à matériaux,... • Les infrastructures provisoires ou définitives : accès, voie de circulation,... Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les modes opératoires d'approvisionnement des matériels et matériaux.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Ph. préparation
10	Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité Le "Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité" (application de la recommandation R 476) est à la disposition des entreprises dans ce but afin de faciliter l'intervention de leurs livreurs : cf. DHOL en annexe.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	STOCKAGES			

23	<p>Les zones de stockages seront réalisées avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés, dès le début des travaux. Elles devront supporter les charges stockées et permettre la reprise aisée des matériels, matériaux et produits stockés. Elles seront entretenues par les entreprises entreposant leurs matériels, matériaux et produits. Chaque zone de stockage sera matérialisée et signalée (proscrire le ruban de signalisation trop fragile).</p> <p>Le stockage à l'intérieur ou sur les ouvrages (local, dalle, plancher, toiture, etc...) sera subordonné à l'autorisation préalable de la Maîtrise d'œuvre, en fonction des charges admissibles, de la nature des produits notamment dangereux, et de l'enchaînement des interventions d'entreprises dans la zone concernée. Le stockage d'un produit dangereux sera réalisé conformément aux conditions prévues dans la fiche de données de sécurité de ce produit.</p> <p>Chaque entreprise doit préciser dans son PPSPS ses besoins en surface de stockage, les périodes d'utilisation, et les transmettre à la maîtrise d'œuvre. La FDS de chaque produit dangereux utilisé sur le chantier sera jointe au PPSPS de l'entreprise. Le stockage des produits chimiques sera effectué en respectant les règles de compatibilité.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
120	<p>Stockage de canalisations de grands diamètres</p> <p>Les canalisations seront stockées en "pyramide" en tenant compte de leurs différents diamètres et de leurs formes particulières. Le mélange de différents matériaux est à proscrire. La hauteur de stockage devra être limitée pour éviter les risques d'éboulement et éviter aux utilisateurs de monter sur les canalisations pour les opérations d'élinguage. Mettre en place des protections adaptées aux extrémités de tuyaux métalliques s'il subsiste un risque de blessure dû à la découpe.</p> <p>Stocker les canalisations sur un sol plan. Ne pas les stocker à proximité des tranchées. Elles seront calées par tout moyen adapté : cales, épingles métalliques, ...</p> <p>Il sera prévu un enclos de stockage avec une signalisation adaptée.</p> <p>Les systèmes de stabilisation ou calage utilisés sur le chantier seront détaillés dans le PPSPS de l'entreprise.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
15	<p>Stockage des éléments préfabriqués lourds extérieur</p> <p>Les systèmes de stabilisation ou calage utilisés sur le chantier seront détaillés dans le PPSPS de l'entreprise.</p>			Durée chantier
22	<p>Stockage de bobines et tourets</p> <p>Les systèmes de stabilisation ou calage utilisés sur le chantier seront détaillés dans le PPSPS de l'entreprise.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier

3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	EVACUATION DES DECHETS DANS LE BÂTI			

57	<p>Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations, les déplacements et limiter les risques d'accident de plain pied.</p> <p>Afin d'éviter les risques de projections et de poussières, des systèmes d'évacuation des déchets et gravats doivent être mis en place par les entreprises qui les détailleront dans leur PPSPS (goulotte, big bag, autre...).</p> <p>Chaque entreprise, y compris sous-traitante, intervenant sur le chantier, est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail, d'acheminer l'ensemble de ses déchets jusqu'aux bennes lorsque celles-ci sont mises en place ou de les évacuer, par tous les moyens adaptés.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
83	<p>ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS NON DANGEREUX</p> <p>Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations et limiter les risques d'accident de plain pied.</p> <p>Les bennes à déchets seront implantées dans une zone aménagée, balisée, entretenue, avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés.</p> <p>Chaque zone de stockage des déchets figurera dans le plan d'installation de chantier.</p> <p>L'enlèvement des déchets, gravats, matériaux de démolition, emballages, etc., se fera aussi souvent que nécessaire, vers les décharges agréées.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
151	<p>Bennes à déchets</p> <p>3 types de bennes mises à disposition par le CEA et gérées par le lot "Installation de chantier"</p> <p>1 DIB 1 METAL 1 BOIS</p>	INSTALLATIONS DE CHANTIER	INSTALLATIONS DE CHANTIER	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
68	<p>ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS DANGEREUX</p> <p>CONDITIONS D'EVACUATION DES DECHETS DU CEA</p> <p>Information CEA Après concertation avec le D2S/GCR, il a été décidé l'organisation suivante :</p> <ol style="list-style-type: none"> Concernant les 1000 m3 de terre qui doivent sortir du site : l'état radiologique du site, les contrôles qui ont été réalisés les années antérieures n'ont pas montré de radioactivité dans la zone considérée, qui a déjà été bien brassées (déconstruction 4022, espaces paysagers...). Il n'y a donc aucune raison de contrôler ces déblais, ni de faire de l'échantillonnage. Concernant les remblais qui doivent rentrer sur site pour le fond de fouille des différentes voiries à réaliser et qui, in fine, doivent être ressortis à l'horizon 2025, nous proposons par mesure de précaution de contrôler au CRCV les premiers camions si l'ensemble des remblais provient de la même carrière ; les premiers de chaque source de remblais s'il y en a plusieurs. L'objectif étant de ne pas se retrouver, à l'issue, avec des remblais contenant de la radioactivité naturelle dont nous ne saurions que faire. 	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier

3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
61	UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES : MESURES GENERALES De manière générale, tout intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent insuffisantes ou inadaptées aux risques encourus, à mettre en œuvre à ses frais, les protections nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur. Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'œuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante. Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.			Durée chantier
30	UTILISATION DES ACCES TEMPORAIRES : ESCALIERS, PASSERELLES, PLANCHERS, PLATEFORMES, ECHAFAUDAGES, ETC - MESURES GENERALES Les accès temporaires qu'ils soient utilisés en commun ou propres à une entreprise, doivent rester libres de tout encombrement, stockage de matériels, matériaux, outils, etc... afin de limiter les risques d'accidents de plain-pied et les chutes de hauteur. Les câbles électriques, flexibles, canalisations souples, etc... seront de préférence maintenus fixés sur les montants extérieurs des garde-corps de manière à ne pas entraver la circulation. Les dispositifs de protection collective seront conçus et installés de façon à éviter leur interruption au droit des accès, notamment du fait de l'utilisation d'une échelle ou d'un escalier. Lorsque cette interruption est nécessaire, des mesures d'adaptation seront prises pour assurer une sécurité équivalente. Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives au niveau des accès provisoires doit prévenir sans délai son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
136	UTILISATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE TEMPORAIRE : MESURES GENERALES Surveillance et maintenance de l'installation électrique Assurer la surveillance et la maintenance de l'installation électrique du chantier conformément aux prescriptions de l'article R. 4226.7 du code du travail (décret du 2010-1016 du 30 août 2010) Consignes générales d'utilisation de l'installation électrique	CFO-CFA	CFO-CFA	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

137	<p>Ne brancher que du matériel électrique en bon état sur les armoires et coffrets de distribution.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maintenir fermés les armoires et coffrets électriques. - Utiliser des câbles et prolongateurs adaptés aux conditions de chantier (marquage HO7RNF) munis de fiche étanche. Les fiches à usage domestique sont interdites. - Utiliser des enrouleurs de câble adaptés aux conditions de chantier (marquage catégorie B) <p><u>Armoires, coffrets, prolongateurs</u></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
146	<p>Ne brancher que du matériel électrique en bon état sur les armoires et coffrets de distribution.</p> <p><u>Panne, anomalie, défectuosité</u></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
145	<p>Il est interdit d'intervenir sur l'installation électrique de chantier si l'on n'est pas titulaire d'une habilitation délivrée par son supérieur hiérarchique et désigné pour cela. En cas de panne, d'anomalie, de défectuosité, les personnels habilités et désignés par l'entreprise chargée de la surveillance et la maintenance de l'installation électrique sont seuls habilités à intervenir. L'utilisateur qui constate une panne, anomalie, ou défectuosité dans le fonctionnement de l'installation électrique, doit prévenir sans délai son responsable hiérarchique et l'entreprise chargée de la surveillance et la maintenance.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
6	<p>UTILISATION DES MOYENS COMMUNS : REGLES GENERALES</p> <p>Le prêt et l'utilisation par plusieurs entreprises d'un même équipement de travail permet de limiter les risques d'accident dus aux montages et démontages successifs des équipements. Lorsque l'utilisation commune d'un équipement de travail est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement. En complément, une convention de mise à disposition sera, si nécessaire, établie et signée par chacune des entreprises utilisatrices de l'équipement.</p> <p>Lorsque l'utilisation commune d'un équipement résulte d'une initiative de plusieurs entreprises qui décident de se prêter un équipement afin de faciliter leur intervention sur le chantier, ces entreprises établiront au préalable par écrit, sous leur responsabilité, et d'un commun accord, une convention de mise à disposition.</p>			Durée chantier
	MOYENS COMMUNS: CONVENTION DE MISE A DISPOSITION			

72	<p>Cette convention conservée sur le chantier, mentionnera, outre les noms et raisons sociales des entreprises concernées, les noms des responsables, la nature et les caractéristiques de l'équipement faisant l'objet du prêt, les modalités de sa mise à disposition, les obligations et les responsabilités de chacun, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> la date de mise à disposition les consignes de mise en œuvre et d'utilisation de l'équipement, les consignes de sécurité à respecter les obligations concernant les habilitations nécessaires à l'utilisation ou la conduite de l'équipement : habilitation du responsable hiérarchique de l'entreprise utilisatrice de l'équipement de travail, objet du prêt les obligations concernant les vérifications réglementaires de sécurité réalisées et à prévoir tout document utile à la mise en œuvre de l'équipement de travail : notice d'instructions du constructeur, carnet de maintenance, dernier compte-rendu de vérification réglementaire, constat contradictoire de l'état de l'équipement, etc... 	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
----	--	-------------------	-------------------	----------------

3.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
2	<p>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES</p> <p>La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en œuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les co-activités génératrices de risques. - Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de co-activité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »). - Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....) - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier. - Chaque entreprise recherchera et mettra en œuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chainette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable. - L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel. Toute anomalie doit être signalée au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS. <p>Essais de mise en pression de réseaux, essais mécaniques, essais en charge</p>	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier

148	Planifier les essais de manière à éviter les co-activité Etablir les procédures et analyse de risque lors des essais Procéder aux consignations. Interdire l'accès aux zones à risque.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avant interv.
41	Travaux par point chaud ATTENTION : Informez le Maître d'ouvrage pour tous travaux par point chaud. Il est rappelé que la gestion des travaux par points chauds ainsi que les mesures de prévention qui s'y rapportent restent à la charge de l'entreprise génératrice du risque Prévoir une vérification des points chauds au moins 2h avant le départ de l'intervenant Organiser les interventions de façon à intégrer le temps de surveillance. Lorsque des travaux de soudure sont accomplis sur le chantier, mettre en œuvre des écrans de protection. Permettre l'utilisation de chalumeaux (plomberie, chauffagiste, soudure, étanchéité) uniquement au personnel spécialisé. Fournir les équipements spécifiques. Mettre un extincteur à poste au droit de chaque zone de travail. Utiliser des équipements de soudure conformes à la réglementation en vigueur et vérifiés périodiquement. S'assurer que les canalisations souples d'oxygène et d'acétylène sont munies de clapets anti-retour disposés au plus près du chalumeau (2 m maximum). Stocker les bouteilles de gaz à l'abri du soleil, à l'extérieur. Déplacer obligatoirement les bouteilles de gaz sur des chariots adaptés et attachées en position verticale lors de leur utilisation Interdire l'utilisation des bouteilles de gaz en position couchées. Mise en exploitation de parties d'ouvrages (locaux, machines, équipements, installations)	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
149	Rendre la zone chantier close et indépendante de la zone en exploitation. Etablir les procédures d'accès sur la partie commune au chantier et à l'exploitation Procéder à une inspection commune avec le responsable du site en exploitation.			
160	Interfaces entre la création d'excavations pour les équipements enterrés et la construction du bâtiment Le planning et l'organisation du chantier tiendront compte des interfaces entre les créations d'excavations profondes(ou non) avec les interventions effectuées sur la structure du bâtiment . Circulation des engins d'accès en hauteur, zone stable en pied d'échafaudage éventuel ainsi que la circulation des piétons à l'intérieur du chantier.	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT Maître d'oeuvre Toutes entrep.	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
89	RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING La planification des travaux sera faite de manière à éviter les co activités génératrices de risques, notamment les travaux superposés, les travaux incompatibles, etc., conformément aux principes généraux de prévention. Les secteurs géographiques affectés aux différents travaux seront au besoin mentionnés. Le planning des travaux fera apparaître également les dates et périodes de mise à disposition des moyens communs définitifs ou provisoires, notamment d'accès, de circulation, de protection collective, de manutention, etc.... Remise du planning initial	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

93	Transmettre au coordonnateur le planning initial dès qu'il est établi.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Ph. préparation
77	PORT DES E.P.I. Port des EPI lors de travaux particuliers Lorsque la protection ne peut être assurée par des dispositifs de protection collective, utiliser des protections individuelles, choisies en fonction de votre analyse préalable de risques .	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
144	RISQUES LIES A L'AMIANTE: DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES ACTIVITES Découverte d'amiante en cours de travaux En cas de découverte de matériau laissant un doute quant à la présence d'amiante, l'entreprise <u>avertira immédiatement</u> la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'oeuvre afin de faire réaliser les prélèvements complémentaires s'avérant nécessaires. Le Coordonnateur SPS sera informé de cet aléa de chantier. La zone concernée sera correctement balisée avec la mise en place d'une signalétique ("DANGER AMIANTE") interdisant tous travaux dans cette zone.	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
101	RISQUES LIES A L'ENDOMMAGEMENT DE RESEAUX Avant tout travaux, l'entreprise doit être en possession de l'ensemble des documents issus des DT, des DICT (plans, recommandations des exploitants réseaux), des résultats des investigations complémentaires si réalisées en phase projet, des fiches techniques issues du "guide technique fascicule 2" correspondants aux opérations à réaliser (http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr) Le personnel affecté aux travaux (encadrant et opérateurs) sera titulaire d'une autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR). L'entreprise devra mettre en œuvre les techniques de travaux en tenant compte de la précision de l'outil employé et de l'incertitude de localisation des ouvrages existants. Dans le cas de la découverte de réseaux non répertoriés, elle devra arrêter son intervention et en informer la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS. La zone concernée sera correctement balisée par la mise en place d'une signalétique informant du danger avec interdiction d'entreprendre des travaux dans cette zone. Il en sera de même en cas d'endommagement ou de suspicion d'endommagement des réseaux.	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT Toutes entrep.	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
24	Formation autorisation Au 1er janvier 2018 , les encadrants, les chefs de chantier et les conducteurs d'engins doivent disposer d'autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR) délivrées par leur employeur.	Entrep. concernée GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	Entrep. concernée GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	Quotidien
92	Techniques d'intervention L'entreprise adapte la technique de travaux en fonction de l'incertitude du positionnement de l'ouvrage existant (A,B,C). Ce choix tient compte : <ul style="list-style-type: none"> des prescriptions de distance à respecter selon la technique envisagée, du gabarit extérieur de l'outil de terrassement ou de découpe, de la précision de manœuvre de l'outil, des caractéristiques du sous-sol, de la distance d'approche. Accessibilité aux affleurants	Entrep. concernée GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	Entrep. concernée GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	Quotidien

130	L'accessibilité et le signallement de tous les affleurants (bouches à clé, regards, coffrets, etc) doivent être permanents pendant et après les travaux afin de permettre à l'exploitant d'intervenir sur les accessoires protégés.	Entrep. concernée GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	Entrep. concernée GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	Quotidien
138	<p>RISQUES LIES AUX TRAVAUX EN FOUILLE OU EN EXCAVATION</p> <p>Avant tout travaux l'entreprise doit s'informer de l'existence éventuelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> de terre rapportée sur la zone de ses travaux de réseaux ou canalisations enterrés des risques d'imprégnation du sous-sol par des produits chimiques dangereux <p>Les fouilles et excavations devront être réalisées, aménagées et signalées dans les conditions prescrites par le code du travail. Elles seront en particulier blindées ou talutées afin de prévenir tout risque d'ensevelissement des personnes devant effectuer des interventions en fond de fouille.</p> <p>Des moyens d'évacuation rapide seront mis en place. Des moyens de franchissement seront positionnés sur les fouilles de largeur supérieure à 0,40m. Les parois des fouilles en tranchée ou en excavation devront être aménagées de façon à prévenir les éboulements.</p> <p>Blindage</p> <p>Blinder ou mettre en place des palplanches en bordures des fouilles aux parois verticales ou sensiblement verticales de plus de 1,30m de profondeur dont la largeur est égale ou inférieure à 2/3 de la profondeur, ainsi que les fouilles de moindre profondeur présentant des risques d'éboulement.</p> <p>Moyens de franchissement : piétons - véhicules</p> <p>Mettre en place des passerelles permettant aux piétons de franchir les fouilles de plus de 0,40 m. de largeur.</p> <p>Mettre en place des moyens de franchissement pour les véhicules.</p> <p>Moyens de protection contre les chutes dans la fouille</p> <p>Mettre en place des protections collectives contre les chutes en bord de fouille et d'excavation</p> <p>Examen des parois des fouilles après une période de gel ou de fortes pluies</p> <p>Faire procéder par une personne compétente, après une période de gel ou de forte pluie, à un examen du talus des fouilles en excavation ou en tranchée. Consolider le blindage le cas échéant.</p>	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	Ph. préparation
139	<p>Blindage</p> <p>Blinder ou mettre en place des palplanches en bordures des fouilles aux parois verticales ou sensiblement verticales de plus de 1,30m de profondeur dont la largeur est égale ou inférieure à 2/3 de la profondeur, ainsi que les fouilles de moindre profondeur présentant des risques d'éboulement.</p>	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
140	<p>Moyens de franchissement : piétons - véhicules</p> <p>Mettre en place des passerelles permettant aux piétons de franchir les fouilles de plus de 0,40 m. de largeur.</p> <p>Mettre en place des moyens de franchissement pour les véhicules.</p>	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
141	<p>Moyens de protection contre les chutes dans la fouille</p> <p>Mettre en place des protections collectives contre les chutes en bord de fouille et d'excavation</p>	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
142	<p>Examen des parois des fouilles après une période de gel ou de fortes pluies</p> <p>Faire procéder par une personne compétente, après une période de gel ou de forte pluie, à un examen du talus des fouilles en excavation ou en tranchée. Consolider le blindage le cas échéant.</p>	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	Avant repr. trav.
18	<p>RISQUES LIES AUX ARMATURES ET TUBES EN ATTENTE</p> <p>L'utilisation des embouts de protection de diamètre inférieur à 50 mm est interdite sur le chantier car ces dispositifs n'offrent pas une protection suffisante contre le risque de perforation ou d'empalement dus aux armatures ou tubes en attente. Les entreprises qui génèrent ce risque doivent impérativement se rapprocher de leur bureau d'études afin de prévoir et mettre en œuvre, dès la conception, des solutions techniques offrant un bon niveau de protection, telles que le façonnage en «U» inversé, la pose d'armature horizontale, le crossage, le tubage, etc.</p> <p>A défaut, prévoir des gouttières de sécurité en PVC.</p>	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	Durée chantier
	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR			

116	<p>Les mesures adaptées devront être retenues afin de réduire au minimum les travaux et déplacements en hauteur susceptibles d'exposer les intervenants à un risque de chute. A cette fin, les modes opératoires de l'entreprise devront prévoir chaque fois que cela est possible, l'assemblage des éléments au sol et la mise en œuvre de dispositifs d'accrochage ou de décrochage à distance.</p> <p>Dans l'hypothèse où les déplacements en hauteur ne peuvent être évités, les entreprises mettront en œuvre, après évaluation de risques et selon les modes opératoires retenus des moyens collectifs de protection, définitifs ou provisoires, tels que des garde-corps, des surfaces de recueil, etc.</p> <p>Le port d'un système individuel d'arrêt de chute sera exclusivement réservé aux cas où la mise en œuvre des moyens collectifs de protection s'avère impossible.</p> <p>Conditions atmosphériques défavorables</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
143	<p>Il est interdit de travailler sur des toits ou autres surfaces rendues glissantes par les circonstances atmosphériques, sauf s'il existe des dispositifs de protection installés à cet effet.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avant interv.
54	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR NECESSITANT LE PORT D'UN E.P.I. SPECIFIQUE</p> <p>Lorsque des dispositifs de protection collective contre les risques de chute de hauteur ne peuvent être mis en œuvre, la protection des travailleurs doit être assurée au moyen d'un système d'arrêt de chute approprié ne permettant pas une chute libre de plus d'un mètre ou limitant les effets d'une chute de plus grande hauteur.</p> <p>Dans ce cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La formation à l'utilisation de l'EPI est obligatoire - L'intervenant ne doit pas travailler seul : un surveillant sera obligatoirement prévu afin de secourir l'intervenant dans un temps compatible avec la préservation de sa santé, - Les EPI feront l'objet de vérifications périodiques - L'employeur doit préciser dans une notice, les points d'ancrage, les dispositifs d'amarrage prévus pour la mise en œuvre de l'EPI ainsi que les modalités de leur utilisation. 	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
128	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION DE PEMP</p> <p>La conduite des PEMP (Plate-forme Elévatrice Mobile de Personne) est subordonnée à l'obtention d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'entreprise attestant de la formation et de l'aptitude médicale des opérateurs.</p> <p>Le matériel sera conforme et à jour des contrôles réglementaires.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
42	<p>Consignes d'utilisation des PEMP</p> <p>Tenir à disposition des organismes de prévention et du CSPS, sur le chantier, les autorisations de conduite ainsi que le dernier rapport de vérification de l'équipement et sa notice.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Baliser la zone d'évolution de la PEMP ainsi que la zone à risque de chute d'objet depuis le poste de travail - Inspecter quotidiennement avant utilisation et, en tout cas, avant tout début des travaux, les différents éléments de la PEMP. - Respecter la notice d'instructions ou d'utilisation établie par le constructeur de la PEMP ou à défaut par le chef d'entreprise. - Il est interdit de sortir du panier de la nacelle, à l'exception des PEMP adaptées et conformes à cette disposition. - Prévoir la présence au sol d'un opérateur supplémentaire pour alerter les secours en cas de besoin et assurer la surveillance de l'environnement 	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHELLE D'ESCABEAU ET MARCHÉ PIEDS</p>			

47	Les échelles, escabeaux, et marche pieds ne peuvent pas être utilisés comme postes de travail conformément au code du travail. La mise en place de plateformes individuelles roulantes, convenablement protégées contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux principes généraux de prévention	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
46	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHAFAUDAGES Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage ne doit être effectué que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation à la sécurité spécifique. En conséquence, il est formellement interdit à tout utilisateur d'apporter quelques modifications que ce soit, à l'échafaudage, de sa propre initiative. Lorsque des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied", et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants" seront appliquées.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
85	TRAVAUX SUPERPOSES GENERANT DES RISQUES DE CHUTES D'OBJETS Les travaux superposés sont proscrits : privilégier les mesures de planification et, en cas d'impossibilité, mettre en oeuvre des moyens de réception ou de protection dont la résistance sera compatible avec l'importance des charges susceptibles de chuter. L'entreprise sera tenue de prendre toutes dispositions qu'impose le risque : <ul style="list-style-type: none"> • en installant tous matériels ou matériaux pour qu'ils ne puissent tomber accidentellement, • en limitant la hauteur de stockage et en tenant compte des caractéristiques des objets et de leur emballage, • en interdisant l'accès de la zone par un balisage approprié, • en mettant en place des auvents, filets, platelages, etc.... , • en installant des protections basses (plinthes) en périphérie de la zone de travail. Travaux incompatibles	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
70	Travaux incompatibles Prendre des mesures de planification de manière à éviter la co-activité liées à ces travaux incompatibles. Réserver des zones de travaux de manière à isoler les postes de travail générateurs de risques de co- activité. Signaler les zones dangereuses et interdire leur accès par des dispositifs matériels.	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier
4	TRAVAUX GENERANT DE FORTES NUISANCES : BRUIT, POUSSIÈRES Nuisances dues au bruit : Respecter strictement la réglementation en vigueur lors de l'utilisation d'engins de chantier bruyants. Mettre en oeuvre tous les moyens et dispositions nécessaires tels que capotage, écran, silencieux, pièges à son etc..., afin de ne pas dépasser les limites réglementaires en matière de niveaux acoustiques. Nuisances dues aux poussières : Limiter les travaux occasionnant la production de poussières. En cas d'impossibilité : <ul style="list-style-type: none"> • ventiler les locaux hors d'air. • humidifier les matériaux ou le sol. • aspirer les poussières à la source. 	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	TRAVAUX DE SOUDURE DANS LES ENCEINTES EXIGUES			

50	<p>Travail obligatoire à deux personnes : une à l'intérieur et l'autre à l'extérieur des locaux.</p> <p>Utiliser du matériel adapté aux travaux de soudure à effectuer (électrodes, tension de travail ...)</p> <p>Placer le poste de soudure à l'extérieur de l'enceinte sous la surveillance d'une personne qualifiée</p> <p>La protection de l'alimentation du poste disposera d'un disjoncteur différentiel haute sensibilité (30 mA).</p> <p>Des moyens de protection incendie seront disponibles à proximité</p> <p>Port obligatoire des EPI (gants, tablier, lunettes) appareil respiratoire si besoin</p> <p>Mettre en oeuvre une buse de captage mobile des fumées associée à une ventilation forcée</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
100	<p>UTILISATION DE MATERIEL ELECTRIQUE EN ENCEINTE TRES CONDUCTRICE</p> <p>Les travaux en enceinte conductrice exigüe telle que vide sanitaire, fosse d'ascenseur, cuve, réservoir, etc..... nécessitent obligatoirement l'utilisation d'appareils électroportatifs alimentés en TBT de sécurité. En cas d'impossibilité (puissance délivrée insuffisante) les appareils utilisés seront pneumatiques ou alimentés chacun par un transformateur à séparation de circuit placé à l'extérieur de l'enceinte..</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
115	<p>UTILISATION DE MOTEUR THERMIQUE</p> <p>Afin d'éviter l'émission de gaz générateurs de risques d'asphyxie, d'anoxie, d'intoxication, <u>l'utilisation des équipements de travail fonctionnant à l'aide d'un moteur à combustion est exclusivement réservée à l'extérieur</u> des bâtiments, locaux, espaces clos quelque'ils soient. Les équipements de travail utilisés à l'intérieur des espaces clos seront manuels. Tous les équipements motorisés seront alimentés à l'électricité ou pneumatiques. Le PPSPS de chaque entreprise mentionnera les équipements à moteur utilisés sur le chantier et leur mode de fonctionnement.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
97	<p>RISQUES LIES A LA STABILITE DES OUVRAGES EN PHASE PROVISOIRE</p> <p>Les mesures prises afin d'assurer la stabilité des structures en phase provisoire, seront détaillées dans le PPSPS des entreprises, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etalement justifié par note de calcul conforme et plan de montage préalablement établi. - Mise en oeuvre et stabilité d'éléments préfabriqués lourds (poteaux, poutres, planchers, ou tout autre élément préfabriqué, ...) assurés par des dispositifs rigides - Béton précontraint : mesures liées au danger résultant d'une libération intempestive d'énergie au cours de la mise en tension des armatures. <p>La mise en place, ainsi que l'enlèvement des dispositifs assurant la stabilité de ces structures ne pourront être accomplis que sur l'ordre et sous l'autorité d'une personne compétente nommément désignée par l'employeur.</p> <p>Les documents relatifs aux prescriptions techniques des bureaux d'études, services méthodes des entreprises et fabricants de ces éléments préfabriqués, relatifs à la stabilité des structures en phase provisoire, devront être transmis à la maîtrise d'œuvre et tenus à disposition sur le chantier.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Ph. préparation

4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

4.1. INTERFERENCES ENTRE PLUSIEURS OPERATIONS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
147	<p>MULTIPLICITE DE MAITRES D'OUVRAGE</p> <p>Rappel : Lorsque, sur un même site, plusieurs opérations de bâtiment ou de génie civil doivent être conduites dans le même temps par plusieurs maîtres d'ouvrage, ceux-ci se concertent afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de ces interventions.</p> <p>Lorsque d'autres opérations sont prévues et qu'elles sont susceptibles d'interférer avec le chantier, les informations relatives à ces opérations devront être portées à la connaissance du coordonnateur SPS et du maître d'oeuvre par le maître d'ouvrage.</p>	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

4.2. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
73	<p>DELIMITATION DU CHANTIER - MATERIALIZATION DES ZONES DANGEREUSES</p> <p>Le chantier devra être rendu clos et indépendant de la partie de l'établissement dans lequel il se déroule, ou d'un établissement voisin, maintenu en activité, par une clôture de chantier.</p> <p>En règle générale, l'accès aux zones de l'établissement en activité, ou à l'établissement voisin, sera interdit au personnel du chantier. Lorsque cet accès sera rendu nécessaire, le responsable de l'établissement concerné en précisera les conditions pratiques telles que les horaires, les itinéraires, les zones interdites, la matérialisation des zones dangereuses, l'accompagnement, les consignes, etc.... Il communiquera par écrit au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS ces conditions d'accès.</p>			Durée chantier
	<p>DOCUMENTS ET CONSIGNES REMIS PAR LE CHEF D'ETABLISSEMENT EN ACTIVITE APPLICABLES AU CHANTIER</p> <p>Procédures</p>			

16	<p><u>Modalités d'accès et de délivrance du titre d'accès</u></p> <p>L'accès au CEA est conditionné par l'obtention : - soit d'une Autorisation d'Entrée « A.E. » validée pour une durée maximum d'un mois (sur présentation d'une carte d'identité ou d'un passeport en cours de validité), - soit d'un badge sécurisé de couleur rouge, d'une validité d'un an maximum, si la durée de présence est supérieure à un mois (via le formulaire de demande de laissez-passer « LPE » remis par le responsable des travaux) La participation préalable à la conférence mensuelle de sécurité est obligatoire pour l'obtention d'un badge sécurisé. Cette Autorisation d'Entrée, ou ce badge sécurisé, sont strictement personnels. Ils ne peuvent être dupliqués et doivent être impérativement restitués en fin d'intervention. Ils doivent être portés en permanence de façon visible. Tout oubli, perte ou vol doit être déclaré au plus tôt à une hôtesse des bureaux d'accueil du CEA. Le contrôle d'accès au site de Grenoble est effectué à l'aide de l'Autorisation d'Entrée ou du badge sécurisé : - sur présentation aux gardiens, au niveau des entrées accessibles en véhicule (PL ou VL), - par lecture électronique, au niveau des tourniquets. Le contrôle d'accès au site d'INES est effectué par lecture électronique du badge sécurisé à l'entrée de chaque bâtiment. Seules les personnes âgées de plus de 16 ans sont autorisées à travailler au CEA. Exception faite pour les apprentis, admis uniquement pour les besoins de leur formation professionnelle (en accord avec la législation sur le travail de nuit et la durée du travail) et sur justification écrite remise au bureau d'accueil. Dans le cas du détachement temporaire en France de travailleurs d'une entreprise étrangère, le titulaire doit s'assurer que l'employeur s'est acquitté de l'ensemble des formalités préalables au détachement. Les travailleurs étrangers doivent être en mesure de comprendre les consignes de sécurité édictées en français et, le cas échéant, de se faire comprendre dans les situations d'urgence (en particulier pour alerter les secours)</p>	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier
164	<p><u>Horaires et jours d'ouverture</u></p> <p>Les opérations doivent prioritairement s'effectuer pendant l'Horaire Collectif de Travail du CEA (voir page de couverture) mais peuvent s'étendre à l'Horaire Ouvrable. Les interventions qui doivent être réalisées en Horaire Non Ouvrable doivent faire l'objet d'une autorisation spécifique préalable, délivrée par la Direction de centre par l'intermédiaire du Chef d'Installation (CI), du Représentant du Maître d'Ouvrage (RMOA) ou de leur représentant (conducteur de travaux). Le calendrier d'ouverture du CEA (qui est à disposition auprès du donneur d'ordre CEA) est fixé chaque début d'année, et précise les jours et périodes de fermeture. Il appartient au Titulaire et à ses Sous-traitants de s'assurer du respect légal du temps travaillé par ses personnels conformément au code du travail.</p>	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier

165	<p><u>Circulation et stationnement</u></p> <p>- Les dispositions prévues par le Code de la Route sont applicables à l'intérieur du CEA. - La vitesse de circulation est limitée à 50 km/h (hors zone piétonne) et à 30 km/h (en zone piétonne où seuls les véhicules autorisés peuvent circuler). - Les espaces piétonniers, les zones de stationnement interdit, la signalétique de chantier doivent impérativement être respectés. - Pour des motifs de sécurité, les moyens de déplacement tels que patins à roulettes, trottinettes, rollers, planches à roulettes sont interdits à l'intérieur du CEA. Un système de contrôle, appelé MINAPASS limite l'accès aux espaces piétonniers aux seuls véhicules autorisés. En cas de nécessité, une dérogation pour accéder à ces espaces piétonniers peut être délivrée sous certaines conditions (livraison de matériel, accessibilité PMR...)</p> <p>UN PLAN VOUS SERA TRANSMIS LORS DE LA REUNION DE LANCEMENT</p> <p>Consignes</p>	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier
118	<p>Respecter les consignes transmises par le CEA</p>	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier
56	<p>REMISE DU PGC AU CHEF D'ETABLISSEMENT</p> <p>Une copie du plan général de coordination (PGC) et de chaque mise à jour, est envoyée au chef d'établissement en activité à l'intérieur ou à proximité duquel se déroule le chantier.</p>	Coord.SPS	Coord.SPS	Ph. préparation

5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

5.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
76	<p>APPEL DES SERVICES D'URGENCE - MOYEN D'APPEL - CONSIGNES AUX INTERVENANTS</p> <p>Les numéros d'appel des services d'urgence seront affichés sur le chantier et mentionnés sous forme de consigne, dans le PPSPS de chaque entreprise.</p> <p>Ces numéros ainsi que la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie, seront communiqués à chaque salarié y compris intérimaire, lors de l'accueil sécurisé à son arrivée sur le chantier et affichés dans les locaux affectés aux travailleurs.</p> <p>Un moyen d'appel de secours sera à disposition, en permanence, sur le chantier.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
126	<p>Numéros d'appel d'urgence - Travaux en site occupé</p> <p>LE N° URGENCE DU CEA FLS 04 38 78 45 45</p> <p>CE NUMERO DOIT ETRE "RENTRE" DANS LE PORTABLE DE CHAQUE INTERVENANT</p> <p>Le transport d'un blessé est exclusivement effectué par les services de la FLS OU LE SDIS</p> <p>Si un soin d'urgence est donné (usage d'une trousse de secours par exemple) le CEA doit en être informé immédiatement.</p> <p><u>Rappel</u> le nom et le numéro des personnes responsables du chantier (MOE ; CSPS, ...) et de la FLS. seront à afficher dans la base vie</p> <p>En d'accident sur le chantier, prévenir les personnes CEA concernées par le chantier (RMOA, ...).</p>	Tous interv.	Tous interv.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
111	<p>TRAVAILLEURS ISOLES</p> <p>Rappel : un travailleur isolé est celui qui effectue une tâche, dans un environnement de travail, où il ne peut-être vu ou entendu directement par d'autres et où la probabilité de visite est faible.</p> <p>L'entreprise recherchera, autant que possible, les moyens d'éviter ces situations de travail.</p> <p>En cas d'impossibilité, dans le cadre de son analyse de risque, l'entreprise définira dans son PPSPS les moyens organisationnels mis en oeuvre pour assurer la sécurité du travailleur isolé (moyens d'alerte - DATI, moyens de surveillance, organisation particulière, etc...)</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
108	<p>MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION ENTRE LES INTERVENANTS</p> <p><u>Art. L. 4121-5.</u> Lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs coopèrent à la mise en oeuvre des dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail. Chaque entrepreneur a pour obligation :</p> <ul style="list-style-type: none"> de communiquer au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS les noms et coordonnées des sous-traitants auxquels il envisage de confier des travaux. de transmettre un exemplaire du Plan Général de coordination, ainsi que les mises à jour, à chacun de ses sous-traitants. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.
36	<p>PPSPS</p> <p>Rappel des dispositions du code du travail : sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous traitantes et travailleurs indépendants, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur SPS.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.
82	<p>INSPECTION COMMUNE</p> <p>Rappel des dispositions réglementaires : l'inspection commune est obligatoire avant l'intervention de chaque entreprise sur le chantier.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.
67	<p>Demande d'inspection commune avant démarrage travaux</p> <p>Toute entreprise n'ayant pas réalisé son inspection commune et devant débiter son intervention ou devant faire débiter son sous-traitant doit obligatoirement prendre rendez vous avec le coordonnateur SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention, pour effectuer l'inspection commune.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.

7. ANNEXES

7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

7.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	CEA - CENTRE DE GRENOBLE 17 avenue des Martyrs 38054 GRENOBLE CEDEX 9 France	M. CHARLETY PHILIPPE	0438784400 0476885176
Maître d'ouvrage personne physique	CEA - CENTRE DE GRENOBLE 17 avenue des Martyrs 38054 GRENOBLE CEDEX 9 France	M. DIDIER-CHALUT Julien	0438786831 julien.didier-chalut@cea.fr
Maître d'oeuvre	ARCHIMADE ARCHITECTES Bâtiment AWC 503 Che des Fontaines 38190 BERNIN France	M. SUBRA Romain	0476700070 0671762303 subra-architectes@archimade.org
Maître d'oeuvre	BLUE PROJECTS 44000 NANTES France	M. RIDEL PIERRE	pierre.ridel@blueprojects.com
Maître d'oeuvre	BM ENGINEERING 70 Rue Copernic 01390 CIVRIEUX France	M. ROCHET FABIEN	0623272564 rochet@bm-eng.fr
Maître d'oeuvre	JB ELEC CONSULTING 2 rue Pierre Semard 38000 GRENOBLE France	M. BRENDLIN Joel	0981317455 0659202864 joelbrendlin@yahoo.fr
Maître d'oeuvre	SAS SMSI 38160 CHEVRIERES France	M. MARCHAND Serge	sassmsi18@gmail.com
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - GRENOBLE 16 AVENUE DE GRUGLIASCO BP 148 38431 ECHIROLLES CEDEX France	Mme GERARD ROSELINE	0476333333 0613075516 roseline.gerard@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - GRENOBLE 16 AVENUE DE GRUGLIASCO BP 148 38431 ECHIROLLES CEDEX France	Mme GERARD ROSELINE	0476333333 0613075516 roseline.gerard@apave.com

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux

7.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	DIRECCTE 38 1 Avenue Marie REYNOARD 38000 GRENOBLE France		0456583838 0456583802 ara- ud38.accueil@direccte.gouv.fr
CRAM	CARSAT RHONE ALPES 27, Rue André Maginot 38024 GRENOBLE CEDEX 01 France		0476472909 0476852431
OPPBTP	OPPBTP (38) Rue des Méridiens 38130 ECHIROLLES France		0476469268 0476853216 grenoble@oppbtp.fr

Légende : **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

7.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	15 (à partir d'un tel. fixe) ou 112 (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	17
Pompiers	18

7.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------

7 .1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
00	INSTALLATIONS DE CHANTIER	<i>Non désigné</i>							
01A	GROS OEUVRE - TERRASSEMENT	<i>Non désigné</i>							
01B	ETANCHEITE-BARDAGE-SERRURIE	<i>Non désigné</i>							
02	CVC	<i>Non désigné</i>							
03	PROTECTION INCENDIE	<i>Non désigné</i>							
04	CFO-CFA	<i>Non désigné</i>							
05	SSI-TA	<i>Non désigné</i>							
06	SHELTERS	<i>Non désigné</i>							
07	ACHATS EQUIPEMENTS HT	<i>Non désigné</i>							
08	RESEAUX PETROLIERS	<i>Non désigné</i>							

7.2. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination. en attente

7.3. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination. En attente

7.4. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL

Règlement de l'établissement en activité à l'intérieur ou à proximité duquel se déroule le chantier :

- voir document joint en annexe du présent PGC.

7.5. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

Chaque entrepreneur, indépendant compris, intervenant sur le site établit un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).

- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en tenant compte des contraintes propres à l'opération, des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise, des prescriptions particulières du PGC.

Le PPSPS analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le chantier. Il est adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise. Il définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrit les mesures de sécurité mises en oeuvre pour éviter ces risques et satisfaire aux principes généraux de prévention.

Le PPSPS énumère les mesures prises par l'entreprise pour assurer la sécurité de son personnel et celui des autres entreprises travaillant sur le chantier. Il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à son intervention, chaque entrepreneur procède à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur SPS en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune a lieu avant la diffusion définitive du PPSPS, afin que l'entreprise puisse intégrer, dans ce document, les consignes résultant de l'inspection. Chaque entreprise diffuse son PPSPS au coordonnateur SPS avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffuse son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBTP.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur SPS transmet aux entrepreneurs, ou laisse en consultation sur le chantier, un exemplaire du PPSPS du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout PPSPS peut être obtenu, sur simple demande, auprès du coordonnateur SPS.

7.6. CISSCT (Collège Interentreprises de Sécurité de Santé et des Conditions de Travail)

CONSTITUTION DU CISSCT

Conformément à l'article L.4532-10, et en application de l'article R.4532-77 du Code du Travail, le maître d'ouvrage est tenu de constituer un CISSCT lorsque le chantier doit dépasser un volume de 10 000 hommes x jours et que le nombre d'entreprises, travailleurs indépendants et entreprises sous traitantes inclus, est supérieur à 10 s'il s'agit d'une opération de bâtiment ou à 5 s'il s'agit d'une opération de génie civil. Cette constitution doit être effective au plus tard 21 jours avant le début des travaux.

RÔLE ET COMPOSITION

Les sous-traitants font partie du Collège.

Le rôle du CISSCT est défini par les articles L.4532-13 et L.4532-14 du Code du Travail.

Le CISSCT définit certaines règles communes destinées à assurer le respect des mesures de sécurité et de protection de la santé applicables au chantier. Il vérifie que l'ensemble des règles prescrites, soit par lui-même, soit par le coordonnateur, sont effectivement mises en oeuvre. L'intervention du CISSCT ne modifie pas la nature et l'étendue des responsabilités qui incombent aux participants à l'opération de bâtiment ou de génie civil en application des autres dispositions du Code du Travail, ni les attributions des institutions représentatives du personnel compétentes en matière d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

La composition du CISSCT est définie par les articles R.4532-80 à R.4532-83 du Code du Travail.

Pendant la durée de son intervention sur le chantier, chaque entreprise est représentée au Collège par :

- Le chef de l'entreprise ou son représentant habilité à cet effet,
- Un salarié effectivement employé sur le chantier, désigné par le Comité Social et Economique ou, à défaut, par les délégués du personnel ou, en leur absence, choisi par les membres de l'équipe appelée à intervenir sur le chantier.

Chaque entreprise communique par écrit au président du Collège les noms de ses deux représentants, au plus tard avant la réunion d'adoption du règlement du CISSCT.

Toutefois ne sont pas tenues de participer aux travaux du Collège les entreprises dont il est prévu qu'elles n'occuperont pas sur le chantier au moins 10 salariés pendant au moins 4 semaines, dès lors qu'elles n'auront pas à exécuter l'un des travaux inscrits sur la liste de travaux comportant des risques particuliers mentionnée à l'article L 4532-8.

La liste nominative des représentants des entreprises et des autres membres du CISSCT, ainsi que des personnes mentionnées aux articles R.4532-78 et R.4532-79 qui peuvent assister aux réunions à titre consultatif, est tenue à jour et affichée sur le chantier par le coordonnateur.

.1.2. organismes de préventions institutionnels